

La face cachée de la guerre de l'information sur l'Amazonie



Fin juillet 2019, le président brésilien Jair Bolsonaro ouvre les hostilités en annulant au dernier moment une rencontre avec le ministre français des Affaires Étrangères, Jean-Yves Le Drian, en tournée en Amérique latine. La raison s'affiche volontairement sur les réseaux sociaux¹ : une coupe chez le coiffeur.

Le président français Emmanuel Macron saisit cette aubaine pour déclencher son arme écologique face au Brésil au travers d'un tweet² mensonger « Notre maison brûle. Littéralement. L'Amazonie, le poumon de notre planète qui produit 20 % de notre oxygène, est en feu. C'est une crise internationale. Membres du G7, rendez-vous dans deux jours pour parler de cette urgence. #ActForTheAmazon³ ».

L'escalade souhaitée s'enclenche au niveau de l'opinion publique. Les réseaux sociaux s'enflamment (#PrayForAmazonia⁴, #PrayForAmazonas⁵) perpétrant le message du président français, accumulant quantité d'images. Les personnalités du monde entier s'y engagent aussi, les grands médias, les ONG portées par leur égarée du moment Greta Thunberg. Les appels au boycott des produits brésiliens se multiplient (#BoycottBrazil⁶). Même le souverain pontife, le pape François⁷, appelle à l'intervention internationale pour sauver la forêt amazonienne.

Une vérité derrière des mensonges

Fort de cet élan mondial, la France peut alors s'ériger en héros écologique de sauvegarde de l'Amazonie, enterrant au passage la manipulation de l'information à son avantage. L'accent sur la notion de poumon et d'oxygène n'est pas anodin, car comme le souligne le grand psychiatre américain Stanislav Grof, l'oxygène est à la fois amour et risque de mort, rien de tel pour galvaniser au plus haut point les foules.

La proportion de 20% d'oxygène produit par l'Amazonie est une erreur volontaire du président français pour renforcer l'inquiétude générale. Jonathan Foley, directeur de l'institut de l'environnement de l'université du Minnesota (États-Unis) explique sur Twitter⁸ que ses calculs lui permettent d'arriver « au maximum à 6%. Probablement moins ». En réalité, la communauté scientifique mondiale confirme que les océans⁹ sont le vrai poumon de notre planète par sa biomasse plus importante.

Concernant l'ampleur des incendies en Amazonie, suivant les sources, les données sont incohérentes et toutes alarmantes (deux fois plus nombreux pour l'institut de recherche spatiale brésilien INPE¹⁰, quatre fois plus pour l'Agence Spatiale Européenne ASE¹¹). Pourtant, Catherine Aubertin, économiste de la biodiversité et directrice de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement) le confirme : « L'Amazonie brûle plus que

l'année précédente, mais elle ne brûle pas plus que dans la moyenne des quinze dernières années ». D'après le site « Global Forest Watch Fires »¹², le Brésil n'arrive qu'en cinquième place du nombre de départ de feu en 2019 après la Russie, l'Angola et l'Australie.

Les images véhiculées sur les réseaux sociaux remontent souvent avant 1990¹³, 2003 pour celle incluse dans le tweet du président français, voir même totalement hors contexte comme celle issue des feux en Sibérie.

En réalité, le président français a réussi son pari de placer le sujet du Brésil au niveau international en l'incluant au sommet du G7 du 24 août 2019¹⁴ à Biarritz, permettant à ses membres de profiter de l'opportunité de repositionner au centre du débat leurs véritables intérêts. La seule finalité partagée par tous ces protagonistes étant de coloniser le Brésil pour finir de s'en approprier toutes les ressources.

Brésil, une biodiversité économique unique au monde

L'expansion économique du Brésil, amorcée et souhaitée depuis le début de ce siècle, a transformé le pays en un vaste enchevêtrement d'intérêts économiques internationaux. L'appétit expansionniste brésilien a conduit le pays à une situation presque inextricable. Deux réalités économiques se superposent au sein du pays, réalités enchevêtrées et concurrentes, notamment au niveau des zones du territoire Amazonien.

La première réalité concerne l'utilisation des richesses biologiques dans l'intérêt d'un « capitalisme vert » qui s'appuie sur l'exploitation de bois certifiés, la vente de crédits carbone, le tourisme écologique, les ressources biologiques pour les industries pharmaceutiques et cosmétiques. Une réalité dans laquelle le capitalisme européen, en particulier français, est à la pointe.

Le Brésil est le pays le plus riche du monde en biodiversité¹⁵, il abrite 50 % des espèces. En matière de prospection chimique, l'Amazonie peut être pour la biotechnologie du XXI^e siècle ce que la péninsule arabique fut pour le pétrole au XX^e siècle. D'où l'intérêt des grands groupes pharmaceutiques qui souhaitent breveter les ressources génétiques, afin de les faire accéder au statut de marchandises.

La seconde réalité concerne l'exploitation des terres pour l'agrobusiness¹⁶, l'extraction des richesses minières et hydrauliques. Une réalité où les États-Unis, la Chine et le secteur militaire brésilien sont présents.

Bauxite, fer, niobium, tantale, étain, manganèse, alumine... La liste des minerais exploités au Brésil est sans fin. L'extraction minière compte aujourd'hui pour 50 % du total des exportations brésiliennes, dont 82 % pour le seul minerai de fer, mettant le pays sur le podium mondial.

Des études réalisées montrent que l'Amazonie et plus particulièrement la région « Cabeça de Cachorro » disposerait des ressources des terres rares les plus convoitées, dont le Niobium¹⁷, un minerai rare dont les réserves mondiales sont à 98 % situées au Brésil. Minerai important pour produire des « protections » pour les satellites et les fusées. D'autres études montrent que dans l'ouest de l'Amazonie, on pourrait accéder à l'une des plus importantes réserves de gaz de schiste¹⁸ du monde qui pourrait faire du Brésil une des premières puissances productrices de gaz naturel.

Pour l'agrobusiness, la hausse des prix des "commodities" et des produits agroalimentaires dans les années 2000 a permis à ce secteur de dégager des profits exorbitants. Profitant ensuite du conflit sino-américain en 2018, le Brésil devient une des premières puissances productrices de soja. Les exportations vers la Chine faisant un bond de 30%, représentant ainsi 82,3% des exportations totales.

Le problème majeur est que ces deux réalités ne sont pas conciliables d'un point de vue territorial. L'expansion de l'agrobusiness dans le type d'exploitation des terres n'est pas compatible avec son exploitation par le capitalisme vert.

Lors de son accession à la présidence du Brésil, Jair Bolsonaro avait clairement donné la priorité à l'expansion des lobbies de l'agrobusiness en affaiblissant notamment les institutions telles que la Fondation de l'environnement Ibama¹⁹ et l'Institut Chico Mendès²⁰ pour la biodiversité. On comprend mieux à présent l'empressement du président français de sauvegarder la forêt amazonienne et de faire sortir du périmètre de la souveraineté brésilienne le choix d'octroi des terres.

Pour complexifier ces réalités croisées, les financements de toutes ces activités sont multiples, en provenance des principaux pays capitalistes mondiaux et pas nécessairement destinés à leurs réalités respectives citées ci-dessus.

Depuis le président Lula, le Brésil a multiplié ses relations diplomatiques et commerciales avec des pays concurrents. Lors du sommet des BRICS de 2010 au Brésil²¹, de nombreux accords de coopération ont été signés avec la Chine, notamment dans le domaine agricole, des infrastructures et de l'intelligence artificielle. En 2003, rapprochement avec l'Iran pour des accords autour du pétrole par le président Lula. Les relations russo-brésiliennes ont été étoffées, notamment dans le domaine de la technologie spatiale et militaire. Les deux pays s'estiment partenaires stratégiques et alliés technologiques. Enfin, le Brésil entretient des liens forts avec les États-Unis afin de ménager l'indépendance de son pays.

C'est au sein de cette forêt économique et stratégique atypique que l'ensemble de ces acteurs tentent aujourd'hui, sous couvert d'écologie amazonienne, de conserver leur investissement historique d'une part, mais surtout de gagner la souveraineté territoriale indispensable à leur expansion future.

L'Amazonie et les intérêts européens

L'Europe dans son ensemble a perdu beaucoup de terrain économique sur son concurrent direct, les États-Unis, et la crise actuelle de l'Amazonie est une aubaine sur de nombreux aspects et pour certains acteurs en particulier.

En pleine crise écologique amazonienne, la Norvège et l'Allemagne suspendent leurs subventions au « Fonds amazonien²² » en réponse à l'ingérence de Jair Bolsonaro, fonds créé par le précédent président brésilien Lula destiné à collecter des fonds pour préserver la forêt amazonienne. Fait étonnant de la part du plus gros donateur qu'est cette nation écologique norvégienne. En réalité, la crise amazonienne actuelle a fourni à la Norvège²³ un formidable écran de fumée pour dissimuler un scandale écologique de grande ampleur.

Le « Fonds Amazonien » était géré par la Banque Nationale brésilienne BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Economica e Social). Le scandale des financements²⁴ opaques de la BNDES a éclaté avec l'affaire d'anticorruption nationale « Lava Jato²⁵ ». On y retrouve notamment le financement du très controversé projet de barrage hydroélectrique Belo Monte²⁶, engagé par la ministre des Mines et de l'Énergie, Dilma Rousseff. Barrage construit pour servir les grands besoins en énergie du secteur minier de la région et notamment la société brésilienne Alunorte, l'usine d'aluminium la plus productive au monde, mais aussi une des plus polluantes. Alunorte appartient depuis 2011 à la société norvégienne « Norsk Hydro », spécialisée dans l'aluminium, connu pour ses programmes de restauration écologiques²⁷ félicités par diverses ONG.

Sévère épine dans le pied pour la Norvège, pays exemplaire sur l'environnement et dont le fleuron national Norsk Hydro (l'état norvégien possède 34,3 % du capital social), s'avère avoir financé la pollution de l'Amazonie au travers du « Fonds Amazonien » géré par la BNDES. Mettre fin à ce financement occulte se fera finalement par une savante manipulation de l'opinion à travers cette crise de l'Amazonie.

Pour l'Allemagne, la crise de l'Amazonie est aussi un bel écran de fumée qui permet de faire oublier le rapport de l'ONG Amazon Watch²⁸ mettant en évidence l'exportation massive de pulpe d'açaï²⁹, fruit protégé d'Amazonie, à une entreprise allemande, Acai GmbH, qui les revend à son tour à des chaînes allemandes de supermarchés bio. Le tout au travers de l'entreprise Argus du Brésilien Arnaldo Andrade Betzel, condamnée plusieurs fois pour commerce illégal des produits amazoniens.

Avant le coup d'État institutionnel de Temer³⁰, l'Allemagne commençait à prendre la main sur l'économie face aux États-Unis. Divers accords concernant l'exploitation des terres rares au Brésil ainsi que d'autres accords concernant des secteurs stratégiques étaient en préparation par la ministre des Mines et de l'Énergie Dilma Rousseff. L'arrivée de Jair Bolsonaro a contré les intérêts allemands et la crise amazonienne lui offre un moyen de reprendre la précédente position dominante de ses nombreuses multinationales.

Néanmoins, la récente position d'opposition de la France au Mercosur, traité de libre-échange entre l'Europe et les membres du Marché Commun du Sud, risque de poser un problème à l'Allemagne qui compte sur cet accord

pour relancer son commerce automobile en Amérique du Sud, secteur mis à mal par la guerre commerciale sino-américaine.

L'agrobusiness représente pour l'Allemagne et la Norvège un enjeu majeur dans leur expansion. Leurs entreprises multinationales BayerCropscience³¹ et Yara³² sont les plus grands fournisseurs de pesticides et d'engrais polluant pour l'agriculture brésilienne.

Pour la France, la crise amazonienne est une véritable aubaine. Sous couvert du drapeau écologique, Emmanuel Macron cherche à faire du Brésil un nouvel empire colonial, ce qui se retrouve d'ailleurs étrangement dans son discours qui reprend les arguments d'un article publié deux semaines avant dans la revue américaine démocrate Foreign Policy³³, et intitulé : « Qui envahira le Brésil et sauvera l'Amazonie ? ».

Le président Emmanuel Macron a prétendu qu'il allait agir dans le cadre du G7 pour sauver cette forêt. Or, le G7 n'est pas une instance décisionnelle, mais uniquement un lieu d'échange permettant aux dirigeants occidentaux de mieux se comprendre. Depuis 1978, la seule instance internationale décisionnaire est l'OTCA³⁴ (Organisation du traité de coopération amazonienne). La France n'a pas souhaité en faire partie, bien que le département de la Guyane française soit en Amazonie.

Emmanuel Macron veut sauver la forêt et il a raison, car le commerce illégal du bois précieux est un secteur juteux pour la France. L'ONG Amazon Watch signale un rapport que deux entreprises françaises³⁵ travaillent avec la compagnie brésilienne « les entreprises de bois Benevides Madeiras », condamnée à plusieurs reprises : Guillemette & Cie, spécialisée dans l'importation de bois, et le Groupe Rougier, un des leaders mondiaux du négoce de bois.

La crise amazonienne offrant au passage un écran de fumée à la France concernant l'exploitation massive du bois en Afrique subsaharienne par l'entreprise européenne Norsudtimber³⁶ où les feux déciment encore plus la deuxième plus grande forêt tropicale de la planète, située au niveau du bassin du Congo. La France quant à elle importerait 39 % de bois tropicaux d'origine illégale selon l'ONG WWF.

Les ressources minières de l'Amazonie attisent tout autant l'appétit français, comme en témoignage le projet « Montagne d'Or³⁷ » en Guyane française qui serait un véritable désastre écologique, mais d'ailleurs mis en suspend par Emmanuel Macron peu avant la crise actuelle de l'Amazonie alors qu'il y était totalement favorable lorsqu'il était ministre de l'Économie française. Dans une tribune publiée sur FranceInfo³⁸, le grand conseil coutumier des peuples amérindiens et bushinengé pointe du doigt la politique d'Emmanuel Macron, dénonçant « la destruction de l'Amazonie brésilienne ou bolivienne ».

Le vol des ressources brésiennes par la France se retrouve aisément dans le secteur pétrolier par exemple où Petrobras³⁹, entreprise publique, première entreprise du pays, a été disloquée pour offrir des parts de marchés à des multinationales de l'énergie comme Engie⁴⁰, dont l'État français est l'actionnaire majoritaire.

Si Emmanuel Macron a manipulé l'opinion publique en accusant son homologue brésilien d'avoir « menti » sur ses engagements climatiques pour justifier son opposition à l'accord de libre-échange UE-Mercosur, c'est pour une bonne raison. La France verrait son secteur agricole considérablement endommagé⁴¹ par l'entrée en franchise des produits brésiliens sur les marchés européens qu'elle domine aujourd'hui. Ce sont les Français qui gèrent l'agriculture pour le reste du continent.

La France est un des plus importants acteurs mondiaux de l'agrobusiness notamment à travers le Crédit Agricole⁴² ou le géant céréalier Louis-Dreyfus⁴³. La banque française BNP Paribas⁴⁴ est très présente auprès des quatre géants des matières premières – ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus – qui approvisionnent notamment l'Europe en soja brésilien. Emmanuel Macron souhaite que l'Europe retrouve désormais une « souveraineté protéinique⁴⁵ », belle aubaine que cette crise amazonienne et le boycott brésilien qui s'en suit.

Néanmoins, de manière contradictoire⁴⁶ à l'agrobusiness, la France a tout intérêt à ce que l'Amazonie reste intacte et que le soja ne vienne pas trop empiéter sur le secteur du « capital vert ». Le capitalisme européen a une place prédominante dans les marchés mondiaux de la pharmacie et des cosmétiques (Roche, Bayer, GlaxoSmithKline, Novartis, L'Oréal, Unilever, pour n'en nommer que quelques-unes) et doit assurer les dépôts de brevet juteux issus de la biodiversité.

Il est à noter d'ailleurs durant cette crise, le petit clin d'œil à la France du ministre de l'Environnement brésilien Ricardo Salles⁴⁷ lors de sa tournée en Europe rappelant les « relations historiques et fortes » entre la France et le Brésil, notamment « en termes d'investissement ».

L'Amazonie et les intérêts nord- américains

Qu'on se le dise, du point de vue de l'oncle Sam, le Brésil est et restera un territoire Américain. Pour les États-Unis, cette crise médiatique amazonienne est une aubaine pour renforcer leur lien avec le Brésil.

Le président américain manipule aussi l'opinion afin de redorer l'image écologique du président Jair Bolsonaro mise à mal par l'Europe à travers son tweet⁴⁸ confirmant l'appui des États-Unis au Brésil. Ce qui a permis en retour à Jair Bolsonaro d'utiliser les réseaux sociaux en annonçant fièrement « Le Brésil est et sera toujours une référence internationale en matière de développement durable. La campagne de fake news à l'encontre de notre souveraineté ne va pas fonctionner. Les États-Unis peuvent toujours compter sur le Brésil. »

Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche Garrett Marquis a indiqué à l'agence Reuters que Washington ne participerait pas à l'initiative du G7 pour une intervention internationale en Amazonie, annoncée par Emmanuel Macron en clôture du sommet international, rappelant la souveraineté légitime du Brésil sur la forêt Amazonienne, comprenez plutôt la souveraineté américaine, toute l'économie étant massivement aux mains américaines.

Le journal brésilien Esquerda Diário avait déjà relayé les fuites publiées par Wikileaks⁴⁹ qui démontraient comment le ministre de la Justice brésilienne Sergio Moro⁵⁰ avait été formé par les Américains. De nombreux journalistes avaient aussi dénoncé le juriste Rodrigo Janot qui avait aidé des actionnaires américains à attaquer l'entreprise d'État Petrobras ou encore à transférer le siège social du géant agroalimentaire brésilien JBS Friboi aux États-Unis.

Ce même juge Sergio Moro en charge de l'affaire « Lava Jato » débutée en 2014 pour lutter contre la corruption au sein des entreprises brésiliennes et qui a permis à Jair Bolsonaro d'arriver au pouvoir pour servir en tant que président brésilien les intérêts américains. Cette affaire a notamment permis à l'entreprise américaine Halliburton⁵¹ de s'emparer du fleuron pétrolier brésilien Petrobras, un des secteurs les plus rentables à l'époque du Brésil.

Cette affaire montre surtout comment les États-Unis, à travers une opération de communication sur le nettoyage de la corruption, ont pris de l'avance sur sa souveraineté par rapport aux autres pays notamment européens. L'affaire « Lava Jato » a mis en évidence de nombreux scandales auprès de sociétés étrangères comme le géant suisse Skanska, l'entreprise italo-argentine Techint, l'entreprise allemande Siemens. Pour autant, aucune sanction judiciaire n'a été prise sur ces sociétés étrangères, les États-Unis gardant dans sa manche cet atout. L'affaire « Lava Jato » n'ayant été qu'une vaste opération de défense⁵² des géants américains et de tirs d'avertissement (et non pas de guerre) à ses concurrents, notamment européens.

En remerciement du coup d'État institutionnel et de la « Lava Jato », le juge Sergio Moro a rencontré Donald Trump en mars 2019 afin de renforcer officiellement la collaboration entre les deux pays pour lutter contre la criminalité, mais en réalité il est question d'accentuer l'ingérence étatsunienne dans les affaires internes de l'économie et la politique brésilienne.

L'agrobusiness est un secteur que les États-Unis souhaitent conserver, à l'image de l'entreprise américaine Cargill, principale associée d'Amaggi (premier groupe mondial sur le Soja), prête à investir des millions dans l'acheminement du soja au travers de la banque étatsunienne JP Morgan. De même que le secteur stratégique des transports ferroviaires à travers le géant américain General Electric (GE).

La souveraineté américaine passe aussi par le contrôle des normes technologiques et en ça l'opposition française au traité du Mercosur est une aubaine dans ce conflit. Ce traité compliquerait la possibilité de l'accord commercial entre le Brésil et les États-Unis initié par le secrétaire au Commerce du gouvernement américain Wilbur Ross en juillet 2019 sur ces normes, notamment sur le sujet du blocage de la 5G⁵³ au Brésil promulguée par la firme chinoise Huawei.

Les terres rares⁵⁴ du Brésil sont aussi un enjeu majeur pour les États-Unis dans leur guerre commerciale contre la Chine. L'Amazonie comme le Groenland sont les cibles des Américains, Jair Bolsonaro ayant été clair en avril 2019 en fixant comme directive « d'explorer la région amazonienne en partenariat avec les États-Unis. ».

La souveraineté américaine sur le Brésil est aussi majeure dans les enjeux de course à l'espace. La forte coopération entre le Brésil et les États-Unis au sujet du centre de lancement d'Alcantara⁵⁵ s'inscrit dans une bataille farouche contre le site de lancement européen d'Ariane espace à Kourou ou celui de la Chine dans la région de Neuquén, en Argentine.

Au niveau militaire, le sujet de la forêt amazonienne est une mine d'or pour Donald Trump, empêtré depuis avril 2019 dans la réforme de sa politique d'exportation d'armes afin de soutenir l'industrie étatsunienne. En réponse au déploiement de l'armée par le président brésilien pour lutter contre les feux, Donald Trump a proposé au président brésilien l'aide des États-Unis sur Tweeter⁵⁶ : « Je viens de parler au président Jair Bolsonaro. Je lui ai dit que si les États-Unis pouvaient aider concernant les incendies en Amazonie, nous étions prêts à le faire ».

Ceci n'est d'ailleurs pas nouveau, en 1990, sous couvert de protéger l'Amazonie, les États-Unis avaient financé le Système de Protection de l'Amazonie (SIPAM⁵⁷), système aérien fourni par l'entreprise américaine Raytheon. Système qui devrait être renforcé par le programme SISFRON (Système Intégré de Surveillance des Frontières Terrestres) prévu d'être opérationnel en 2030. Les États-Unis s'assurent donc une surveillance accrue de « leur territoire » permettant de contrer à terme les incursions chinoises et russes. Cette coopération sous couvert de protection de l'Amazonie permettra au Brésil d'avoir un accès préférentiel à l'achat d'équipements militaires et technologiques, d'accélérer les procédures pour leur exportation, et des coopérations en matière d'entraînements et de renseignements militaires.

Pour compléter la mainmise des États-Unis sur le Brésil, rappelons que les différentes grandes figures de l'appareil judiciaire brésilien ont fait leurs études à Harvard, qu'elles ont travaillé avec le FBI et le département de la Justice américaine.

L'Amazonie et les intérêts chinois

Lénine évoquait que la maîtrise des matières premières était une des principales caractéristiques de l'impérialisme, en cela, la Chine n'a pas oublié ses fondements communistes. En réponse au conflit sino-américain sur la taxation du soja, les achats chinois de soja étatsunien ont chuté de moitié entre 2017 et 2018, à présent 75 % des importations chinoises de soja sont d'origine brésilienne. La maîtrise de cet agrobusiness est donc essentielle pour la Chine.

La Chine reste aujourd'hui à la première position en ce qui concerne l'exportation de terres rares et tente de créer un monopole sur leurs composés. Ces matériaux sont cruciaux pour les nouvelles technologies ainsi que pour l'industrie de l'armement. Le monopole des terres rares est un outil stratégique pour la Chine dans son conflit avec les États-Unis.

Le programme satellitaire sino-brésilien lancé en 1999 va d'ailleurs en ce sens, initialement créé pour étudier l'évolution de la forêt Amazonienne, il offre en réalité une base de données⁵⁸ essentielle à la Chine sur les ressources minières du Brésil.

L'incursion de la Chine au Venezuela est un moyen de freiner l'avancée des États-Unis, mais aussi de préparer la main mise sur l'énorme réserve de pétrole de la région d'Esequiba (région de la Guyane anglaise limitrophe du Venezuela). Le Brésil est le quatrième plus important pays en matière d'investissement de capitaux chinois, obligeant au passage le président Jair Bolsonaro à déclarer « la Chine est le principal partenaire commercial du Brésil et les États-Unis à la deuxième place », et ceci en pleine guerre commerciale sino-américaine.

Le Brésil encerclé dans un avenir incertain

Dans ce grand "sac de nœuds", rien n'est aligné et surtout rien ne s'aligne au niveau étatique pour pouvoir mettre en place une véritable dynamique de stratégie d'un état colonialiste pour emporter la guerre de la souveraineté territoriale. Le règne du chacun pour soi est légion.

Les fonds financiers s'intéressent à tous les secteurs parfois au détriment des industries de leur propre pays. Des pays comme la France emportée par leur propre soif économique mettent en péril ses sociétés positionnées sur des secteurs concurrentiels au niveau des territoires brésiliens. L'Europe même se retrouve en désaccord et en conflit à travers l'accord UE-Mercosur. Et le Brésil, ayant multiplié les accords commerciaux avec tous les grands pays de la planète, se retrouve noyé dans ses propres engagements concurrentiels.

Sachant que l'enjeu primordial est la souveraineté du territoire brésilien, cette instabilité stratégique offre un peu de répit au président brésilien. Mais saura-t-il en tirer parti ? Rien n'est moins sûr. À la diplomatie, Jair Bolsonaro préfère la provocation⁵⁹, mais à la confrontation, il privilégie l'humiliation⁶⁰ de l'adversaire. De l'avis d'un notable de Porto Velho : « Il est idiot et arrogant. Lula, lui, aurait agi tout de suite, il aurait même arrêté quelques défricheurs. La communauté internationale n'y aurait vu que du feu... ».

Un sondage révélé par l'AFP fait état d'une forte chute de popularité pour le président brésilien Jair Bolsonaro. Le taux de désapprobation a lui bondi de 28,2% à 53,7% d'après l'institut brésilien MDA. La part des Brésiliens jugeant négativement l'action du président est passée de 19% à 39,5% d'après la Confédération nationale des transports (CNT). L'ancien ministre et ambassadeur Rubens Ricupero déclarait au quotidien O Globo⁶¹ : « C'est la pire crise de son image que le Brésil traverse en 50 ans ».

Le gouvernement brésilien est attaqué de toute part sur son économie. L'UNESCO souhaite renforcer les outils juridiques du droit international autour de la notion de "bien commun", à travers la protection de son patrimoine mondial. 17 ONG et 45 députés français en appellent à l'Europe, dans une tribune publiée par Le Journal du Dimanche afin de demander le boycott des produits brésiliens.

L'agronome craint désormais des sanctions⁶² contre la viande, ce qui serait un désastre pour l'économie actuelle. Les géants de l'agro-industrie, principaux soutiens de Bolsonaro, voient d'un mauvais œil l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis risquant de les couper de l'Europe et de l'Asie. S'ajoute à cela la diabolisation médiatique de l'agriculteur brésilien comme responsable des incendies qui risque de porter un coup sévère au commerce du soja.

En cela, la campagne de manipulation de l'information au niveau mondial au sujet des incendies en Amazonie a porté une partie de ses fruits en cherchant à éjecter de son trône le souverain légitime des terres brésiliennes Jair Bolsonaro. Le président brésilien tente péniblement de répliquer à ses attaques, en convoquant en septembre le sommet de Leticia⁶³ pour l'Amazonie afin de signer un pacte entre les pays partageant l'Amazonie (Brésil, Colombie, Pérou, l'Équateur, Bolivie, Surinam, Guyana), mais en omettant volontairement le Venezuela et la France. Officiellement pour sauvegarder l'Amazonie, officieusement pour appuyer la souveraineté de ces pays.

En tentant de s'opposer au projet « Corridor AAA⁶⁴ », prévu dans des documents secrets révélés par le site britannique Open Democracy⁶⁵. Ce projet aussi connu sous le nom de « Chemin de l'Anaconda », porté depuis 30 ans par l'anthropologue Martin Von Hildebrand, prévoit une zone protégée de quelque 265 millions de km², reliant les Andes, l'Amazonie et l'océan Atlantique, partagé entre huit pays différents.

En tentant de manipuler l'opinion brésilienne à travers des ouvrages tel que « Máfia verde : o ambientalismo a serviço do Governo Mundial » (la Mafia verte : l'environnement au service du gouvernement mondial), publié sous la direction du mexicain Lorenzo Carrasco, dénonçant les ONG et les écologistes, les décrivant comme des « ennemis de la civilisation ». Ce livre dénonçant une action politico-économique téléguidée par une oligarchie anglo-américaine qui se sert des ONG comme WWF, Greenpeace, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller et bien d'autres chargées de mettre en place l'agenda du gouvernement mondial.

Finalement, la vérité était venue du président brésilien Jair Bolsonaro lui-même qui tweetait⁶⁶ : « Le feu le plus ardent est celui de notre souveraineté sur l'Amazonie », et ses craintes sont fondées, car les pays capitalo-colonialistes ont appris de l'ex-secrétaire d'État américaine Madeleine Albright le moyen d'arriver à leurs fins : « quand l'environnement est menacé, il n'y a pas de frontières ».

-
- ¹ Article 31 Juillet 2019, RTL, « Bolsonaro humilie Le Drian en lui préférant un rendez-vous chez le coiffeur » - <https://www.rtl.fr/actu/international/bolsonaro-humilie-le-drian-en-lui-preferant-un-rendez-vous-chez-le-coiffeur-7798132802>
- ² Tweet Emmanuel Macron du 22 Août 2019 – « Note maison brûle littéralement » - <https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/1164617008962527232>
- ³ Mouvement #ActForTheAmazon sur Twitter - https://twitter.com/hashtag/ActForTheAmazon?src=hashtag_click
- ⁴ Mouvement #PrayForAmazonia sur Twitter - https://twitter.com/hashtag/PrayforAmazonia?src=hashtag_click
- ⁵ Mouvement #PrayForAmazonas sur Twitter - https://twitter.com/hashtag/PrayforAmazonas?src=hashtag_click
- ⁶ Mouvement #boycottbrasil sur Tweeter - <https://twitter.com/hashtag/boycottbrasil>
- ⁷ Vatican News, le 25 août 2019, le Pape appelle à sauver l'Amazonie des flammes - <https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2019-08/le-pape-appelle-a-sauver-lamazonie-des-flammes.html>
- ⁸ Tweet de Jonathan Foley d'août 2019 expliquant le calcul du taux d'oxygène émit par l'Amazonie - https://twitter.com/GlobalEcoGuy/status/1164771495278592000?ref_src=twsrc%5Etfw
- ⁹ EchoSciences Grenoble, 17 Septembre 2019, "D'où vient l'oxygène que nous respirons ?" - <https://www.echosciences-grenoble.fr/articles/d-ou-vient-l-oxygene-que-nous-respirons>
- ¹⁰ Site de l'institut de recherche spatiale brésilien INPE - <http://www.inpe.br/>
- ¹¹ Site de l'Agence Spatiale Européenne ASE - <http://www.esa.int/>
- ¹² site Global Forest Watch Fires - <https://fires.globalforestwatch.org/home/>
- ¹³ Quotidien Nice-Matin, le 23 Août 2019, "Macron, Madonna, DiCaprio... Ces personnalités ont contribué à la désinformation sur les incendies en Amazonie" - <https://www.nicematin.com/environnement/macron-madonna-dicaprio-ces-personnalites-ont-contribue-a-la-desinformation-sur-les-incendies-en-amazonie-407119>
- ¹⁴ Site officiel du G7, sommet de Biarritz 2019 - <https://www.elysee.fr/g7>
- ¹⁵ Brazil Selection Travel, "Au cœur du poumon du Monde, découvrez l'Amazonie, un écosystème unique, paradis du tourisme vert" - <https://brazil-selection.com/informations/culture-generale/geographie/amazonie/>
- ¹⁶ Confins, Revue Franco-Brésilienne de Géographie, "Les territoires de l'agrobusiness au Brésil" - <https://journals.openedition.org/confins/7569>
- ¹⁷ Site Niobec, description de l'élément Niobium - <http://niobec.com/a-propos/niobium/>
- ¹⁸ Article Le Monde, le 29 Novembre 2013, "Le Brésil accorde 72 concessions de gaz de schiste" - https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/11/29/le-bresil-accorde-72-concessions-de-gaz-de-schiste_3522451_3222.html
- ¹⁹ Site de la Fondation de l'environnement Ibama - <http://ibama.gov.br/>
- ²⁰ Site de l'Institut Chico Mendès pour la biodiversité - <https://www.nn-chicomendes.org/>
- ²¹ Article site RFI, "Sommet du BRIC à Brasilia: des émergents unis pour entrer dans la cour des grands" - <http://www.rfi.fr/fr/contenu/20100418-sommet-bric-brasilia-emergents-unis-entrer-cour-grands>

-
- ²² Site La Presse, le 1 Août 2008, "Le Brésil se dote d'un «Fonds amazonien» pour lutter contre la déforestation" - <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/200809/08/01-656512-le-bresil-se-dote-dun-fonds-amazonien-pour-lutter-contre-la-deforestation.php>
- ²³ Article Libération, le 16 Août 2019, "La Norvège refuse 30 millions d'euros au Fonds de préservation de la forêt amazonienne" - https://www.liberation.fr/planete/2019/08/16/la-norvege-refuse-30-millions-d-euros-au-fonds-de-preservation-de-la-foret-amazonienne_1745647
- ²⁴ Article Le Monde, le 17 Décembre 2014, "Au Brésil, un scandale de corruption aux ramifications internationales" - https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/12/23/au-bresil-un-scandale-de-corruption-aux-ramifications-internationales_4545358_3222.html
- ²⁵ Article Le Monde, le 4 Avril 2018, "Brésil : tout comprendre à l'opération « Lava Jato »" - https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/03/26/affaire-petrobras-retour-sur-les-trois-annees-qui-ont-marque-le-bresil_5100932_3222.html
- ²⁶ Article Courrier International, le 20 Avril 2010, "Brésil. Les Amérindiens s'opposent au barrage" - <https://www.courrierinternational.com/article/2010/04/20/les-amerindiens-s-opposent-au-barrage>
- ²⁷ Site web de la société Norvégienne "Norsk Hydro", section écologie et climat - <https://www.hydro.com/en-FR>
- ²⁸ Site de l'ONG "Amazon Watch" - <https://amazonwatch.org/>
- ²⁹ Article ConsoGlobe, le 23 Février 2019, "L'açaï, un super fruit pas superflu ?" - <https://www.consoglobe.com/lacai-un-super-fruit-pas-superflu-cg>
- ³⁰ Article Politis, le 3 Décembre 2018, "Brésil : coup d'État institutionnel en guise de destitution" - <https://www.politis.fr/blogs/2018/12/bresil-coup-detat-institutionnel-en-guise-de-destitution-34331/>
- ³¹ Site Bayer France, "Protéger les cultures et les plantes, notre division Crop Science" - <https://www.bayer.fr/protoger-les-cultures-et-les-plantes>
- ³² Site de Yara France - <https://www.yara.fr/>
- ³³ Article revue américaine "Foreign Policy", le 5 Août 2019, "Who Will Save the Amazon (and How)?" - <https://foreignpolicy.com/2019/08/05/who-will-invade-brazil-to-save-the-amazon/>
- ³⁴ Site de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA) - <http://www.otca.info/>
- ³⁵ Article de l'Observatoire des Multinationales, le 30 Avril 2019, "Ces entreprises européennes liées à la déforestation illégale de l'Amazonie" - <https://multinationales.org/Ces-entreprises-europeennes-liees-a-la-deforestation-illegale-de-l-Amazonie>
- ³⁶ Article FrancetvInfo Afrique, le 29 Juin 2018, "Importation illégale du bois de RDC: la France épinglée par l'ONG Global Witness" - https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/environnement-africain/importation-illegale-du-bois-de-rdc-la-france-epinglee-par-l-ong-global-witness_3054497.html
- ³⁷ Site du projet français "Montagne d'Or" - <https://montagnedor.fr/>
- ³⁸ Tribune FrancetvInfo, le 26 Août 2019, "Les incendies en Amazonie ne sont pas de simples feux, c'est l'œuvre du capitalisme" - https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/amazonie/incendies-en-amazonie-ce-ne-sont-pas-de-simples-feux-cest-loeuvre-du-capitalisme-denonce-le-grand-conseil-coutumier-des-peuples-amerindiens_3590305.html
- ³⁹ Article Le Monde, le 6 Mars 2016, "Comprendre le scandale Petrobras qui secoue le Brésil" - https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/03/05/comprendre-le-scandale-petrobras-qui-secoue-le-bresil_4590174_3222.html

-
- ⁴⁰ Article Le Point, le 7 Juin 2019, "Petrobras va pouvoir vendre ses gazoducs à Engie et au fonds canadien CDPQ" - https://www.lepoint.fr/monde/petrobras-va-pouvoir-vendre-ses-gazoducs-a-engie-et-au-fonds-canadien-cdpq-07-06-2019-2317492_24.php
- ⁴¹ Article RTL, le 5 Juillet 2019, "Accord avec le Mercosur : que risque la France ?" - <https://www.rtl.fr/actu/conso/accord-avec-le-mercotur-que-risque-la-france-7797986256>
- ⁴² Site Crédit Agricole CIB, implantation au Brésil - <https://www.ca-cib.fr/notre-reseau/ameriques/bresil>
- ⁴³ Site Louis Dreyfus Company, implantation au Brésil - <https://www ldc.com/br/en/about-us/ldc-brazil/>
- ⁴⁴ Article Les Echos, le 17 Février 2019, "BNP Paribas renforce le capital de sa filiale au Brésil" - <https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/bnp-paribas-renforce-le-capital-de-sa-filiale-au-bresil-965013>
- ⁴⁵ Article L'Express, le 28 Août 2019, "Recréer notre souveraineté protéinique : le projet de Macron est-il crédible ?" - https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/recree-notre-souverainete-proteinique-le-projet-de-macron-est-il-credible_2095873.html
- ⁴⁶ Article Ouest France Communication, le 17 Octobre 2019, "Lorsque la défense de l'environnement cache des conflits d'intérêts" - <https://www.ouest-france.fr/environnement/lorsque-la-defense-de-l-environnement-cache-des-conflits-d-interets-6567935>
- ⁴⁷ Article Reporterre, le 10 Décembre 2018, "Un avocat pro-entreprises à la tête du ministère brésilien de l'Environnement" - <https://reporterre.net/Un-avocat-pro-entreprises-a-la-tete-du-ministere-bresilien-de-l-Environnement>
- ⁴⁸ Tweet de soutien de Donald Trump au Brésil, le 27 Août 2019 - https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1166357258726498304?ref_src=twsrc%5Etfw
- ⁴⁹ Site WikiLeaks, "BRAZIL: ILLICIT FINANCE CONFERENCE USES THE "T" WORD, SUCCESSFULLY" - https://wikileaks.org/plusd/cables/09BRASILIA1282_a.html
- ⁵⁰ Article Huffpost, le 6 Juillet 2019, "Au Brésil, Sergio Moro, superstar de la lutte contre la corruption, fait à son tour l'objet d'un scandale" - https://www.huffingtonpost.fr/entry/bresil-sergio-scandale_fr_5d1f43f1e4b04c4814125109
- ⁵¹ Article Rigzone, le 13 Août 2007, "Halliburton Wins \$270 Million Petrobras Contract" - https://www.rigzone.com/news/oil_gas/a/48922/halliburton_wins_270_million_petrobras_contract/
- ⁵² Site EGE InfoGuerre, le 4 Novembre 2019, "L'arme cognitive de la corruption dans le cas brésilien" - <https://infoguerre.fr/2019/11/larme-cognitive-de-corruption-cas-bresilien/>
- ⁵³ Article Capital, le 7 Juin 2019, "5G : au cœur de la guerre technologique entre la Chine et Donald Trump" - <https://www.capital.fr/economie-politique/la-5g-technologie-mobile-au-coeur-de-laffrontement-entre-chine-et-etats-unis-1341276>
- ⁵⁴ Article L'Usine Nouvelle, 4 Juin 2019, "Qui pour concurrencer la Chine dans les terres rares ?" - <https://www.usinenouvelle.com/article/qui-pour-concurrencer-la-chine-dans-les-terres-rares.N849835>
- ⁵⁵ Article Guyaweb, le 26 Février 2018, "Le Centre de Lancement d'Alcântara intéresse le secteur aérospatial américain" - <https://www.guyaweb.com/actualites/spatial-actualites/le-centre-de-lancement-dalcantara-interesse-le-secteur-aerospatial-americaain/>
- ⁵⁶ Tweet de Donald Trump, le 24 Août 2019, apportant son soutien au président brésilien - https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1165022004392681472?ref_src=twsrc%5Etfw
- ⁵⁷ Article RTBF, le 24 Novembre 2008, "Brésil : avions radars pour localiser Indiens d'Amazonie" - https://www.rtbef.be/info/monde/detail_bresil-avions-radars-pour-localiser-indiens-d-amazonie?id=5190223

-
- ⁵⁸ Site chinois PeopleDaily, le 23 Novembre 2018, "La Chine et le Brésil lanceront un nouveau satellite d'exploration des ressources terrestres en 2019" - <http://french.peopledaily.com.cn/n3/2018/1123/c31357-9521318.html>
- ⁵⁹ Article Le Journal Du Dimanche, le 31 Août 2019, "En froid avec Macron, Bolsonaro va bouder les stylos Bic, une marque française" - <https://www.lejdd.fr/International/en-froid-avec-macron-bolsonaro-va-bouder-les-stylos-bic-une-marque-francaise-3916940>
- ⁶⁰ Article L'Express, le 27 Août 2019, "Insultes de Bolsonaro : les Brésiliens s'excusent auprès de Brigitte Macron sur Twitter" - https://www.lexpress.fr/actualite/monde/insulte-de-bolsonaro-les-bresiliens-s-excusent-aupres-de-brigitte-macron-sur-twitter_2095771.html
- ⁶¹ Article O'Globo, le 23 Août 2019, "C'est la pire crise de son image que le Brésil traverse en 50 ans" - <https://oglobo.globo.com/economia/para-ricupero-brasil-deve-sofrer-represalias-so-por-milagre-consegue-recuperar-sua-imagem-23899216>
- ⁶² Article Europe1, le 26 Août 2019, "Incendies en Amazonie : "Il faut des sanctions commerciales contre le Brésil", réclame la fondation Nicolas Hulot" - <https://www.europe1.fr/international/incendies-en-amazonie-il-faut-des-sanctions-commerciales-contre-le-bresil-reclame-la-fondation-nicolas-hulot-3916060>
- ⁶³ Article RFI, "Amazonie: un pacte signé au sommet de Leticia, mais peu de mesures concrètes" - <http://www.rfi.fr/fr/ameriques/20190907-amazonie-sommet-leticia-pacte-pas-mesures-concretes>
- ⁶⁴ Site Rainforest Concern, projet "Andes-Amazon-Atlantic Corridor project" - <https://www.rainforestconcern.org/news/triple-a-corridor-project>
- ⁶⁵ Tweet du site britannique "Open Democracy" révélant des documents secrets du projet Corridor AAA - https://twitter.com/AdamRamsay/status/1164510306024009729?ref_src=twsrc%5Etfw
- ⁶⁶ Tweet du président brésilien sur la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie - https://twitter.com/jairbolsonaro/status/1164992692566278145?ref_src=twsrc%5Etfw